Que diriez-vous d'un marché boursier de vote électronique ?

(le piratage n'est qu'une option)

L'idée du commerce de votes en démocratie n'est pas nouvelle. Dans d'autres pays, cela se produit souvent assez ouvertement dans la rencontre personnelle entre les candidats et la population. C'est assez cher, mais cela fait partie de la campagne électorale, pour ainsi dire. En Suisse, nous ne savons pas ce que c'est. Jusqu'à présent. Mais le vote électronique offre aujourd'hui de toutes nouvelles possibilités.

Les Suisses sont un peuple de 30% à 70% de non-votants. Dans le cas des votes controversés, c'est un peu moins, dans le cas des votes non controversés, c'est plus. C'est une moyenne d'environ 2 millions de votes que vous pourriez acheter et vendre, selon l'importance du résultat du vote pour certains milieux et l'indifférence des non-votants à l'égard du résultat. Bien sûr, cela n'était pas possible avec les enveloppes : la manipulation serait beaucoup trop compliquée et trop coûteuse. Mais heureusement, le vote électronique sera bientôt disponible : les codes peuvent être facilement copiés, envoyés et traités. Les seules questions qui se posent ici sont les suivantes : Combien de gens veulent participer ? Que pouvez-vous gagner en tant qu'électeur ? Combien faudrait-il dépenser pour réussir une élection ou un vote si on veut l'acheter ?

Disons juste que j'ai mis en place une plateforme, bien sûr sur le Darknet, je ne veux pas qu'on me trouve. Là, le non-votant peut offrir son ou ses votes à un prix d'offre. Tout ce qu'il a à faire, c'est de prendre une photo de sa carte de vote et de donner son compte de carte de crédit, comme dans un jeu d'argent. Un programme d'OCR lit les codes automatiquement, peut-être que je dois ajouter les codes à la main si ce n'est pas clair ou si je me passe de l'offre.

Je prends pour mes efforts - disons - 20% du chiffre d'affaires, s'il se réalise, et offre la totalité des votes au prix approprié. Un client puissant en tant qu'acheteur paie peut-être CHF 500'000 pour - disons - 50'000 des votes et dès que j'ai ce montant, je paie CHF 8 à chaque fournisseur qui l'offre pour ce prix ou moins. Il me reste pour mes efforts 100000 Fr. par vote ou élection. C'est pourquoi je crée et exécute une application qui saisit automatiquement les codes de la plate-forme sur www.e-voting.ch, verfication inclus, et qui vote pour ces non-votants. J'ai mis sur liste noire les fournisseurs qui fournissent de faux codes. Les fournisseurs qui facturent un prix trop élevé peuvent ne pas être considérés. Tout comme le bon marché boursier. La première personne à payer le prix offert obtient les votes des candidats, dans lesquels je programme le OUI ou le NON désiré ou le nom du candidat désiré.

Dans le cas de votes ou d'élections controversées et importantes, quelques milliers de voix peuvent peut-être être décisives, car elles deviennent particulièrement intéressantes pour les fournisseurs et les demandeurs. Le fournisseur peut - mais n'est pas obligé - d'augmenter ou de diminuer à nouveau le prix. C'est presque comme le jeu pour les fournisseurs, mais pas tout à fait comme le jeu : parfois vous gagnez, et parfois - vous ne gagnez rien. Si le client a besoin de 50000 votes, j'ajoute les 50000 les moins chers. Mes prestataires n'ont rien à payer, n'ont aucun risque financier. Cela augmente considérablement la volonté de jouer. Bien sûr, je pourrais aussi tromper mes fournisseurs en

prétendant qu'il n'y a pas de demande et rien à livrer. Mais ce n'est pas ainsi que le marché fonctionne, la rumeur se répandrait rapidement et s'apaiserait ensuite : Non, je suis bien sûr intéressé par des clients satisfaits et je vais honnêtement leur fournir leur profit s'il y en a un.

L'acheteur paie beaucoup pour un certain nombre de votes et ne sait pas avec certitude s'il les obtiendra et s'ils seront suffisants pour une victoire. Cependant, en se basant sur les sondages, il est possible d'estimer dans une certaine mesure la différence de votes nécessaire pour renverser le résultat. Il a donc un risque calculable. S'il est trop faible avec la demande de votes, il ne gagne pas. S'il est trop bas avec le prix, il n'obtient pas le nombre de voix, s'il est trop élevé, il a peut-être trop payé. Cependant, une élection ou un référendum peut être considérablement plus élevé dans le budget et n'offre aucune garantie non plus. L'argent ne circule que lorsque l'achat a été effectué. Je suis donc intéressé à l'achat. Je vais donc faire des offres dynamiques, combien de votes et à quel prix seraient disponibles à l'heure actuelle. Il faudra probablement un certain temps pour que le marché s'établisse, mais il promet un avenir stable.

Si quelqu'un a l'idée de vouloir découvrir que beaucoup de codes de vote proviennent de la même adresse IP, ce n'est pas une raison de soupçonner, et certainement pas un moyen légal pour tout doute. Tous les Suisses ont le droit de voter depuis l'étranger, même depuis Darknet (adresse TOR). Pour les Suisses de l'étranger, c'est souvent le seul moyen de protéger le vote secret. Je pourrais aussi utiliser un botnet qui distribue ces votes parmi de nombreux expéditeurs. Et aussi le fait que plusieurs voix proviennent d'une même IP ne pose pas de problème. Ce n'est pas interdit, j'utilise peut-être simplement un service Proxy quelque part à l'étranger.

C'est le marché : j'ai besoin d'un revendeur de produits, d'un fournisseur et d'un client. Quand les trois sont satisfaits, ça marche. Le fait que notre société soit lésée, comme dans ce cas-ci, par exemple, est une question qui est laissée à l'appréciation de la magistrature. Et si elle ne peut pas trouver les dégâts et trouver le coupable : C'est pas de chance pour nous. La malchance aussi, si les politiciens ne s'en soucient pas parce qu'ils ne le comprennent pas bien.

Il suffit de savoir vraiment comment utiliser les possibilités de la numérisation. La seule question est de savoir qui le fait le mieux.